

RECEPISSE DE DEPOT

Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE FREJUS

Palais de Justice- Rue Jean Jaurès
83618 Fréjus Cedex- Tél 04.94.53.61.68 Fax 04.94.17.27.61
Séarl COUTANT - LEANDRI - COUCHOT
Internet: www.infogreffe.fr

@VALORCONSEIL PACA

40 impasse Frédéric Chopin
83600 Fréjus

V/REF

N/REF 2012 B 13 / 2012-A-54

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE FREJUS certifie qu'il a reçu le 05/01/2012,

Acte S.S.P. en date du 02/01/2012
- Formation de la société

Concernant la société

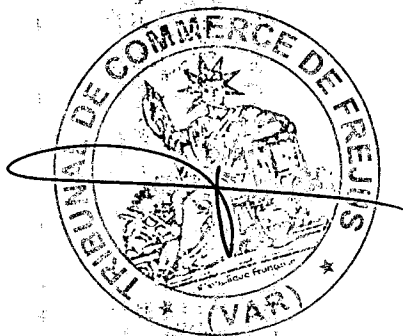
@VALORCONSEIL PACA
Société par actions simplifiée
40 impasse Frédéric Chopin
83600 Fréjus

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2012-A-54 le 05/01/2012

R.C.S. FREJUS 538 920 026 (2012 B 13)

Fait à FREJUS le 05/01/2012,

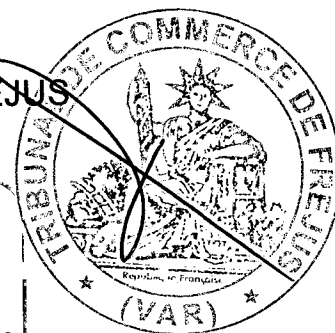
LE GREFFIER



« @ ValorConseil PACA »

Société par Actions Simplifiées au capital de 8000 €

Siège social : 40, Impasse Frédéric Chopin – 83600 FREJUS



Enregistré à : SIE DE DRAGUIGNAN-NORD

Le 03/01/2012 Bordereau n°2012/10 Case n°13

Ext 62

Enregistrement : Exonéré

Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

L'Agent des impôts

**SERVICE des IMPÔTS des
ENTREPRISES de DRAGUIGNAN NORD**
ENREGISTREMENT

95 T. de Commerce Brel, BP 279

83000 DRAGUIGNAN Cedex

Réception : Lundi au Vendredi de 8h45 à 12h00
et de 13h30 à 16h15 ou sur RDV

Tél. : 04 94 50 53 52

Marie-José ANTONI
Agent Administratif Principal
des Finances Publiques

STATUTS

Je soussigné Olivier Philippe PAVIE, né le 25 Octobre 1964 à Maisons-Laffitte (78), demeurant 40, Impasse Frédéric Chopin – 83600 FREJUS,

Marié à Fanny PAVIE née BOUYER à La Rochelle (17) le 29 Juillet 1970 sous le régime de la séparation de biens aux termes du contrat de mariage reçu par Me CHAUME-GRUEL, notaire à LE PERRY EN YVELINES, le 7 Mars 1998 préalablement à notre union à la mairie de CERNAY LA VILLE (78), le 4 Avril 1998.

FORME -DENOMINATION -OBJET -SIEGE -DUREE

Article 1 –Forme

Elle est régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que les présents statuts. Elle ne peut pas faire appel public à l'épargne.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2. –Dénomination et Sigle

La dénomination sociale est « @ValorConseil PACA ». Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social. Le sigle est : « ValorConseil PACA »

Article 3. –Objet

La Société a pour objet, directement ou indirectement, et sous quelque forme que ce soit, tant en France qu'à l'étranger

Conseil en système d'information et en organisation,
Conseil en mise en place de logiciels informatiques,
Conseil en mise en place d'infrastructure informatique sur tous produits,
Assistance à maîtrise d'ouvrage et d'œuvre autour des progiciels de toute nature
Formation autour des technologies informatiques ou affiliées et sur les produits
Négoce de produits technologiques, importation et distribution.

Participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance, et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

Article 4. -Siège social

Le siège social est fixé 40, Impasse Frédéric Chopin 83600 FREJUS. Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président, et en tout autre lieu par décision extraordinaire des associés.

Article 5. –Durée

La Société a une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de la date de son immatriculation, sauf dissolution anticipée ou prorogation.



CAPITAL SOCIAL -ACTIONS –APPORTS

Article 6. -Apports

Il a été apporté au capital de la Société un montant total de 8.000,00 Euros. Les soussignés ont effectué les apports numéraires suivants :

Monsieur Olivier PAVIE pour un montant de 8000 euros.

Article 7. -Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 8.000 euros, divisé en 800 actions, de même catégorie, de 10 euros de nominal chacune, entièrement libérées.

Article 8. -Augmentation du capital

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'assemblée générale extraordinaire, sur rapport du président de la Société. L'assemblée générale peut déléguer au président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

Article 9. -Réduction du capital

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire qui peut déléguer au président tous pouvoirs pour la réaliser, En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

Article 10. -Forme des actions

Les actions sont nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur .

Article 11 -Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Cependant, les associés peuvent consentir entre eux toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

Article 12. -Cession et transmission des actions –agrément

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet égard au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire et par la retranscription de ce mouvement sur le registre des mouvements de titres de la Société.

Les cessions d'actions entre associés sont libres.

Toute cession d'actions de la Société à un tiers est soumise à l'agrément de la Société.

Ce droit d'agrément s'applique à toute cession ou mutation, à titre onéreux ou gratuit, y compris en cas de succession, liquidation de communauté de biens entre époux, de cession à un conjoint, un ascendant ou un descendant et alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision judiciaire.

Il est également applicable en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. En cas d'augmentation de capital, il s'applique à la cession des droits d'attribution ou de souscription comme aux renonciations aux droits de souscription en faveur de bénéficiaires dénommés.

Le cédant doit notifier au président de la Société son projet de cession, par lettre recommandée avec accusé de réception, indiquant l'identification du cessionnaire (dénomination, siège social, capital, RCS, composition des organes de direction et d'administration, identité des associés), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les principales conditions de la cession.

Dans les 30 jours de la notification du projet de cession par le cédant, le président soumet la cession envisagée à l'agrément des associés. L'agrément résulte d'une décision prise à la majorité des trois quarts (3/4) des actions ayant le droit de vote ou du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de ladite soumission.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, les autres associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus de faire racheter les actions dont la cession est envisagée par la Société qui devra les céder dans un délai de six mois ou les annuler.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Si à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

Article 13. -Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

A handwritten signature or mark, possibly a stylized 'D' or 'P', located in the bottom right corner of the page.

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 14. -Dirigeants président et directeurs généraux

La Société est administrée et dirigée par un président, personne physique ou morale, pouvant être choisie parmi ou en dehors des associés.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'assemblée générale ordinaire des associés qui peut le révoquer à tout moment. Le président peut résilier ses fonctions et est révocable par une décision prise par la majorité des associés. La décision de nomination détermine la durée de son mandat, qui peut être déterminée ou indéterminée.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions, supérieur à trois (3) mois, il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par l'assemblée des associés dans les conditions prévues ci-dessus. Le président remplaçant ne demeure en fonction que pour le temps à courir du mandat de son prédécesseur.

Le président peut être assisté, à sa demande, d'un ou plusieurs directeurs généraux qui seront désignés et révoqués, à tout moment, par l'assemblée générale ordinaire des associés.

Les directeurs généraux disposent à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le président. A titre de mesure d'ordre interne, les directeurs généraux disposent des pouvoirs de direction fixés par les associés lors de leur désignation.

NOMINATION DU PRESIDENT

Est nommé en qualité de Président pour une durée illimitée Monsieur OLIVIER PAVIE qui accepte et déclare qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne lui interdit d'exercer les fonctions de Président de la société.

Article 15. -Pouvoirs du Président

Le président assume sous sa responsabilité la direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Article 16. -Rémunération des dirigeants

La rémunération du président et des directeurs généraux est fixée par l'assemblée générale statuant à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois fixe et proportionnelle.

Article 17 -Conventions entre la société et les dirigeants

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et ses dirigeants sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par l'article L. 227-10 du code de commerce. Les conventions non



approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le président d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société. Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes selon les modalités fixées par la loi. Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, aux dirigeants de la Société.

Article 18. -Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société, et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.



DECISIONS COLLECTIVES

Article 19. -Forme des décisions des associés

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du président, en assemblée générale ou par consultation par correspondance.

Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte sous seing privé. Tous moyens de communication - visioconférence, vidéo, télex, fax, etc. - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Toutefois, conformément à la loi, devront être obligatoirement prises en assemblée, les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, ainsi que la transformation en une société d'une autre forme.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les associés, même absents

Article 20. -Convocation et réunion des assemblées générales

Les assemblées générales sont convoquées par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président.

Lorsque la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire, l'assemblée est convoquée par l'associé ou un des associés demandeurs. Le commissaire aux comptes peut, à toute époque, convoquer une assemblée.

La convocation est faite par tous moyens huit jours au moins avant la date de l'assemblée. Chaque associé peut demander à être convoqué par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. Lorsqu'une assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première.

Article 21. -Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation. Un ou plusieurs associés, représentant au moins la quotité du capital requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée, de projets de résolutions.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le président, un ou plusieurs directeurs généraux et procéder à leur remplacement.

Article 22. -Admission aux Assemblées -Pouvoirs

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom. Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé justifiant d'un mandat.

Article 23. -Tenue de l'Assemblée -Procès-verbaux

Une feuille de présence est émise par les associés présents et les mandataires, à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés par chaque mandataire.

Les assemblées sont présidées par le président ou en son absence, par un mandataire spécialement délégué à cet effet par l'assemblée. L'assemblée convoquée par le commissaire aux comptes est

présidée par celui-ci.

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le président de séance et sont établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies de ces procès-verbaux sont valablement certifiées par le président de séance.

En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun, par tous moyens.

Les associés disposent d'un délai minimal de cinq (5) jours à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens.

Tout associé n'ayant pas répondu dans un délai de dix (10) jours, est considéré comme s'étant abstenu. La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le président, sur lequel est portée la réponse de chaque associé.

Article 24. -Quorum

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.

Article 25. -Assemblées Générales Extraordinaires

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en société d'une autre forme, civile ou commerciale, à l'exception de la transformation en société en nom collectif ou en société civile qui requiert l'accord unanime des associés. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant droit de vote.

Les décisions sont prises à la majorité des trois quarts des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Toutefois, ne pourront être modifiées qu'à l'unanimité des associés, les clauses statutaires visées à l'article L. 227-19 du code de commerce.

En outre, toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

Article 26. -Assemblées Générales Ordinaires

L'assemblée générale ordinaire prend toutes décisions qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts. L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois l'an pour statuer sur les comptes de l'exercice social. Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins un cinquième des actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Article 27 -Information des associés

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

EXERCICE SOCIAL -COMPTES SOCIAUX -AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 28. -Exercice social

Chaque exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Exceptionnellement le premier exercice social se clôturera le 31 Décembre 2012.

Article 29. -Inventaire -Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce. A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle. Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi. Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi. Le cas échéant, le président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi. Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 30. -Affectation et répartition des bénéfices

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale décide d'inscrire celui-ci à un ou plusieurs postes de réserve, dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

17

DISSOLUTION -LIQUIDATION -CONTESTATIONS

Article 31 -Dissolution -Liquidation

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés. La liquidation de la Société est effectuée conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 32. -Contestations -Elections de domicile

Toutes les contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés et les organes de direction de la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social. A cet effet, en cas de contestation, tout associé sera tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du lieu du siège social et toutes les assignations ou significations seront régulièrement délivrées à ce domicile élu sans avoir égard au domicile réel, à défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations seront valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

Fait à FREJUS, le 2 Janvier 2012

Olivier Pavie

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Olivier Pavie', with a long horizontal flourish extending to the right.

**Etat des actes accomplis pour le compte de la société en formation
(modèle)**

Dénomination sociale : @ ValorConseil PACA

Forme juridique : SAS

Capital social : 8000 €

Siège de la société : 40, Impasse Frédéric Chopin – 83600 FREJUS

M. PAVIE Olivier demeurant 40, Impasse Frédéric Chopin – 83600 FREJUS, agissant en qualité de fondateur de la société, déclare avoir pris personnellement, en vue de la création de ladite société, les engagements suivants :

- *Ouverture d'un compte bancaire à la BNP de Fréjus, Avenue Jean Jaurès, pour dépôt des fonds constituant le capital social de 8000 €,*
- *signature le 24 Décembre 2011 d'une lettre de mission d'expertise comptable et de mission juridique auprès de la société ACF Expertise, M. Alain Fauchet de Fréjus/Saint Raphaël pour un montant annuel indicatif de 2300 €.HT*
- *Paiement le 29/12/2011 de 188,01 € pour l'annonce légale prévue dans Var Matin du 3/01/2012*
- *Achat de deux écrans LED de marque Samsung de 27 pouces pour un prix de 293,58 €.HT et de 317,67 €.HT. dates de livraison les 28 et 30/12/2011*
- *Achat d'un graveur LG DVD/Blu-ray pour 58.52 €.HT livré le 29/12/2011*
- *Achat de 2X2 Go de mémoire DDR2 pour 28,41 €.HT livré le 29/12/2011*
- *Signature le 2/01/2011 d'un bail commercial auprès de Monsieur et Madame Pavie d'un local indépendant de 19m² à usage de bureaux avec Climatisation réversible et WC d'une surface totale de 19 m² avec une porte fenêtre et deux fenêtre pour 6000 € annuels, charges d'eau et d'électricité incluses.*

En application de l'article L 210-6 du Code de commerce, le présent état reprenant l'énumération intégrale des engagements pris par M. PAVIE Olivier pour le compte de la société en formation, a été communiqué aux associés préalablement à la signature des statuts.

Fait à Fréjus, le 2 Janvier 2012

Signature de tous les associés ("lu et approuvé")

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Olivier Pavie', with a long horizontal stroke extending to the right.